



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

16 DEC. 2024

mettant en demeure la société Strasbourg Centre Énergies de respecter des dispositions réglementaires pour ses installations de Strasbourg, 5 route du Petit Rhin

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU l'arrêté ministériel du 03 août 2018, relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW, soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 mars 2019, pris en application du titre I^{er}, livre V du code de l'environnement, définissant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter Société Nouvelle Thermique de l'Esplanade SETE à Strasbourg, 5 route du Petit Rhin ;
- VU le rapport de la visite du 28 novembre 2024 par l'inspection des installations classées, de la chaufferie localisée 5 route du Petit Rhin à Strasbourg, exploitée par Strasbourg Centre Énergies ;
- VU les observations du 12 décembre 2024 de la société SCE par lesquelles celle-ci demande que le délai, initialement proposé, de la mise en demeure soit prolongé jusqu'au 28 février 2025 compte tenu des retards de livraison attendus du matériel permettant le respect des prescriptions enfreintes ;

CONSIDÉRANT que les installations réglementées par l'arrêté préfectoral susvisé du 27 mars 2019 sont exploitées par la société Strasbourg Centre Énergies ;

CONSIDÉRANT qu'il est apparu, le 28 novembre 2024, que la chaufferie ne dispose plus d'appareils de mesure en continu de la teneur en polluants des émissions atmosphériques, et ne peut donc réaliser cette mesure ;

CONSIDÉRANT que ces faits contreviennent à la disposition de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 27 mars 2019, qui impose que depuis le 17 août 2021, les teneurs des fumées en oxydes d'azote, monoxyde de carbone et poussières (ce dernier paramètre lors des fonctionnements au fuel), sont mesurées en continu ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société Strasbourg Centre Énergies (26 boulevard du Président Wilson), est mise en demeure de respecter, **avant le 28 février 2025**, pour l'exploitation de la chaufferie de Strasbourg, 5 route du Petit Rhin, les dispositions de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 27 mars 2019, qui imposent que les teneurs des fumées en oxydes d'azote, monoxyde de carbone et poussières (ce dernier paramètre lors des fonctionnements au fuel), sont mesurées en continu.

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Strasbourg Centre Énergies, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Mathieu DUHAMEL